

# NOUVELLE CONJONCTURE POLITIQUE EN BOLIVIE FAUX PAS ÉLECTORAL OU FIN D'UN CYCLE ?

PABLO STEFANONI \*



**L**e 21 février dernier, Evo Morales a subi la première défaite électorale de son mandat. 51,30 % des électeurs se sont prononcés pour le « Non » à une réforme constitutionnelle qui devait permettre au président de la Bolivie de se représenter, contre 48,70 % de votes favorables. Il s'agissait, fort probablement, d'une consultation prématurée : à peine un an après avoir obtenu, en janvier 2015, un taux de 61 % aux élections présidentielles qui lui permirent de commencer un troisième mandat, Evo Morales organisa ce nouveau rassemblement électoral dans le but de modifier l'article 168 de la Constitution, ayant déjà en tête la perspective de 2019<sup>1</sup>.

Pour justifier un nouveau mandat, le discours officiel dut prendre ses distances par rapport à la figure d'Evo, paysan « comme un autre », et construire l'image d'un leader exceptionnel, indispensable pour que la Révolution arrive à ses fins. Ainsi, le ministre des Affaires étrangères David Choquehuanca déclara-t-il : « Il y a un seul Fidel, un seul

---

\* RÉDACTEUR EN CHEF DE LA REVUE *NUEVA SOCIEDAD* (BUENOS AIRES).

<sup>1</sup> Le premier mandat d'Evo Morales et d'Alvaro García Linera (2005-2009) n'a pas été pris en compte car il ne fut pas terminé (des élections anticipées furent convoquées en concordance avec la nouvelle Constitution) et parce que ce mandat avait eu lieu dans le contexte de « l'ancien État ». La question du référendum a donc été formulée de la façon suivante : « Êtes-vous d'accord pour réformer l'article 168 de la Constitution politique de l'État pour que la présidente ou le président et la vice-présidente ou le vice-président de l'État puissent être réélus ou réélus deux fois de suite ? »

Gandhi, un seul Mandela et un seul Evo »<sup>2</sup>, et le vice-président, Alvaro García Linera, alla encore plus loin en affirmant devant les paysans : si Evo perd, « le soleil va se cacher et la lune va s'enfuir et tout sera tristesse »<sup>3</sup>. Après la défaite, le copilote de Morales lança : « S'il s'en va, qui va nous protéger ? Qui va s'occuper de nous ? On va être comme des orphelins si Evo s'en va. Sans père, sans mère, c'est ainsi que nous nous retrouverons si Evo s'en va. C'est pour cela que je suis très triste, mes frères, c'est très triste, mais j'ai entendu ma grand-mère dire que nous n'avions pas perdu la guerre, mais juste une bataille ». Le vice-président fit ces déclarations pendant l'inauguration de plusieurs logements dans la localité de Curahuara de Carangas, Oruro. Et il continua ainsi : « C'est ça que vous offre notre président Evo, papa Evo, celui qui est comme vous, avec la même couleur de peau, le même sang, il vous offre 70 000 pesos boliviens, presque 10 000 dollars. À quel moment un président s'est-il souvenu de San Pedro de Curahuara ? Quand quelqu'un a-t-il offert un logement à une personne pauvre, humble ? »<sup>4</sup>.

156

On pourrait faire des comparaisons avec le référendum antérieur, dans lequel Morales connut un grand succès. S'il est vrai qu'en 2008, 67 % des Boliviens votèrent pour que le leader « cultivateur de coca » se maintienne à la tête de l'exécutif, lors d'un référendum révocatoire convoqué par le gouvernement lui-même, cette fois moins de 50 % des électeurs souhaitèrent que ce dernier « soit reconduit au pouvoir ». De plus, il y a au moins deux grandes différences entre ces deux plébiscites : en premier lieu, en 2008 la crise politique se décanta en faveur d'un gouvernement « indigène et populaire » – compris à travers l'opposition pour/contre le peuple – ; en second lieu, il s'agissait de terminer le mandat constitutionnel pour lequel Morales avait été élu avec plus de 50 % des votes fin 2005, donnant lieu à une victoire électorale épique qui avait ému les Boliviens, et ce, même dans les grandes villes, où le soutien au Mouvement vers le socialisme (*Movimiento al Socialismo*, MAS) a toujours été plus faible. Cette fois, en revanche, il s'est agi d'une consultation réalisée après une période de 10 ans d'exercice du

<sup>2</sup> Juan Morenilla, « Hay un solo Fidel, un solo Gandhi, un solo Mandela y un solo Evo », *El País*, 15/01/2016.

<sup>3</sup> « García Linera asegura que si Evo se va, el sol se esconderá "toto será tristeza" », in : *Página 7*, 25/11/2015.

<sup>4</sup> « García Linera : "¿si se va Evo, quién va a protegernos?" », in *Página 7*, 28/02/2016.

pouvoir, au cours de laquelle l'idée de révolution fit place à celle de « normalité », avec un discours officiel mettant en avant la défense de la stabilité et des victoires conquises plutôt que les projections vers l'avenir. Et tout cela dans le cadre d'une profonde méfiance des Boliviens vis-à-vis de la « perpétration » au pouvoir de leurs gouvernants, méfiance qui a des racines historiques. Tous ceux qui tentèrent de se maintenir au pouvoir échouèrent dans cette entreprise.

Morales réussit à endormir ces vieux réflexes antiréélection et, en tant que président-symbole d'une nouvelle ère, il resta invaincu pendant une décennie, devenant ainsi le président qui se maintint au Palacio Quemado pendant la plus longue période. Mais aujourd'hui cette magie s'est en partie dissipée, ce qui – ajouté à une campagne électorale ratée<sup>5</sup> – a conduit à une défaite « aux tirs au but ». Bien plus, le gouvernement est apparu comme violant sa propre constitution, alors qu'une partie de l'opposition, qui entre 2006 et 2009 avait tenté d'y faire obstacle, se présentait maintenant comme défenseur de ce texte.

### Les réussites de ce modèle

À la différence d'autres projets nationaux-populaires dirigés par des militaires ou par des personnes issues de la classe moyenne, le cycle nationaliste ouvert par Morales est le produit d'un regroupement politique des organisations paysannes, dont l'activité a gagné les villes, repoussant les limites du système institutionnel, favorisant la démocratisation de l'État, ainsi que la décolonisation du pouvoir. Le Mouvement vers le socialisme s'appuie sur une articulation d'organisations rurales et urbaines, basée sur une organicité faible et un factionnalisme fort, et dont l'unité se maintient grâce au charisme de son leader Morales. Sa permanence au cours des 20 dernières années s'explique par l'efficacité des équilibres corporatifs qui furent atteints. Mais il n'en reste pas moins que c'est le leadership de Morales qui a constitué le vrai « ciment » de cette union et la clé de son avancée vers le pouvoir, permettant ainsi au parti paysan de remplir sa promesse de donner accès à ses membres à la fonction publique. Sans cela, le Mouvement vers le socialisme n'aurait probablement pas réussi ni à croître, ni à maintenir son

---

<sup>5</sup> Le journaliste d'origine péruvienne, Walter Chavez, qui a dirigé toutes les campagnes du Mouvement vers le socialisme, a pris ses distances par rapport au gouvernement et a soutenu l'option du « Non » lors du référendum.

unité<sup>6</sup>. C'est pour cette raison que la situation inédite de devoir élire un candidat autre que son chef suprême n'est pas bien perçue dans les sphères officielles et que certains ont l'air d'être très favorables à refaire un plébiscite en 2018, chose qui ne sera pas facile.

L'investiture de Morales en janvier 2006 avait été mise en scène de façon à le présenter comme le premier président indien de Bolivie, voire même, d'Amérique latine. Ainsi, un jour avant la prise de pouvoir au Congrès, le leader « cultivateur de coca » avait été investi à Tiwanaku, – dans les ruines d'un Empire pré-incasique proches de La Paz, sorte de berceau mythique de la nation bolivienne. Les premières mesures de Morales réalisèrent les attentes sociales qui s'étaient construites dans la rue depuis 2000 : convoquer une assemblée constituante pour « refonder » le pays et procéder à la nationalisation du gaz et du pétrole. Pendant le mois de la nationalisation (mai 2006), la popularité de Morales dépassa, selon les enquêtes, les 80 %. Entre 2006 et 2009, le processus politique fut marqué par les affrontements avec les mouvements autonomistes de la région de Santa Cruz. L'opposition de droite fonctionna de manière territorialisée, se concentrant à l'est et au sud du pays – la zone non andine –, territoires à partir desquels elle tenta de résister aux changements nationalistes populaires soutenus par le gouvernement. C'est à cette époque qu'eurent lieu les manifestations et les référendums en faveur de l'autonomie régionale, laquelle fut finalement incluse dans la nouvelle Constitution.

Mais le régionalisme dut affronter une série de défaites. Même si la droite se maintint au pouvoir dans ces régions, Morales réussit à obtenir des victoires électorales écrasantes sur la scène nationale. En 2009 il fut réélu avec 64 % des votes. La Constitution fut approuvée avec plus de 50 % des suffrages lors du référendum. Entre 2009 et 2014 on est entré dans une nouvelle étape, marquée par l'hégémonie du Mouvement vers le socialisme – avec deux tiers du Congrès – et la promesse de « mettre en application la nouvelle Constitution ». Pendant tout ce temps, le Mouvement vers le socialisme réussit également à s'étendre vers l'est. Sa stratégie consista à capter les « maillons faibles » des droites locales et de se rapprocher des entrepreneurs de Santa Cruz (Morales finit

<sup>6</sup> V. Hervé Do Alto, « Un partido campesino en el poder. Una mirada sociológica del MAS boliviano », in : *Nueva Sociedad*, n. 234, 7-8 (2011), disponible en ligne : < <http://www.nuso.org> >.

même par être l'invité d'honneur d'Exposur, une exposition qui fait l'orgueil de la bourgeoisie agroindustrielle). Finalement, la seconde réélection, en 2014 (la dernière possible pour Morales sans réformer la Constitution), marqua une étape de « dépoliarisation » favorisée par la croissance économique. L'opposition dure s'affaiblit et c'est un centre-droit modéré et moins empreint de références à une « restauration » d'ancien régime qui émergea alors comme principal opposant. Evo fut vainqueur à Santa Cruz avec plus de 50 % des voix et, à l'échelle nationale, avec plus de 60 %.

### Paradis perdus ou astuces de la modernisation ?

Pour beaucoup d'observateurs, celle de Morales est la plus radicale des expériences de changement social postlibéral en l'Amérique latine. Il n'est pas un militaire comme Hugo Chávez, ni un péroniste comme Néstor Kirchner ou Cristina Fernandez de Kirchner, ni un économiste blanc avec un penchant pour la technocratie comme Rafael Correa, ni un gauchiste social-démocrate comme Luis Inacio « Lula » da Silva, Dilma Rousseff, Michelle Bachelet ou Tabaré Vazquez. S'il existe vraiment un « extrême Occident » latino-américain, alors la Bolivie est « l'extrême de l'extrême ». Des espaces anthropologiquement denses comme la Bolivie semblent à plus d'un titre dotés de l'énergie nécessaire pour ré-enchanter en partie le monde désenchanté du capitalisme post-moderne et postpolitique et, sans doute, le cycle initié en 2006 permet la projection, dans l'expérience bolivienne, de plusieurs imaginaires puissants avec un ancrage plus ou moins réel et plus ou moins fictif : *anti-impérialisme* – le noyau de la « révolution bolivienne » – ; *indianisme* avec des références à la Pachamama (la Terre Mère) – les peuples autochtones sont conçus comme une réserve morale pour l'humanité, particulièrement lors des rencontres internationales – ; *discours sur le vivre bien* ; *socialisme/anticapitalisme* – présents dans les discours et dans les conférences de Morales et García Linera – ; et *communitarisme* – inscrit dans la nouvelle Constitution politique de l'État.

L'histoire, cependant, est souvent paradoxale. Par exemple, lors du recensement de 2012, la population qui s'auto-identifie comme indienne a baissé, passant des 62 % enregistrés lors du recensement de 2001 à 42 %. Les causes de ce changement sont encore mal connues, mais il n'en reste pas moins qu'être indien n'est plus un simple acte de résistance comme en 2001 et cette identité s'est stabilisée autour d'une série de rituels officiels – rituels

qui font aujourd'hui partie de l'exercice du pouvoir. D'autre part, un paradoxe supplémentaire est que l'État plurinational s'est transformé en machine au service de la construction de la nation – au singulier –, atteignant un degré d'efficacité nettement supérieur à n'importe quelle autre tentative antérieure<sup>7</sup>. Enfin, la conjonction de l'inclusion sociale – croissance du marché interne – et des prix élevés des matières premières a donné lieu à une expansion capitaliste inconnue jusqu'alors – en particulier à travers la démocratisation de la consommation. Ces « paradis perdus » de la révolution ont alimenté quelques dissidences intellectuelles qui ne réussirent pas à se transformer en votes ni à refléter un sujet social existant dans la réalité.

Pendant sa décennie au pouvoir, Morales obtint des résultats économiques que ses prédécesseurs auraient enviés : réserves internationales équivalentes à 50 % du PIB, inflation basse, croissance soutenue de presque 5 % pendant presque dix ans... Ces chiffres furent atteints grâce à un mélange de nationalisme économique et de prudence fiscale dont firent l'éloge de nombreux observateurs, du *New York Times* jusqu'à la Banque mondiale<sup>8</sup>. Il ne s'agit pas d'une simple continuité du modèle néolibéral (aujourd'hui l'État contrôle la majeure partie de l'excédent), ni d'une transition vers un certain type de postcapitalisme, mais plutôt d'une version actualisée du nationalisme populaire latino-américain. Il ne faut pas oublier que lorsque la gauche a gouverné la Bolivie (1982-1985), elle a dû abandonner le pouvoir avant l'heure, en plein milieu d'une hyperinflation brutale qui provoqua un véritable traumatisme social. Et ce souvenir, ajouté à la subjectivité paysanne d'Evo, qui s'exprime dans son horreur de la dette et dans une tendance à « garder l'argent sous le matelas », explique pourquoi la Bolivie possède aujourd'hui 13 milliards de dollars de réserves internationales. Le ministre de l'Économie, Luis Arce Catacora, occupe cette fonction depuis dix ans, un record pour la Bolivie.

C'est l'économie qui contribua à opérer ce que l'analyste Fernando Molina a caractérisé comme la « dépoliarisation »

160

<sup>7</sup> Voir Vincent Nicolas et Pablo Quisbert : *Pachakuti : el retorno de la nación. Estudio comparativo del imaginario de nación de la Revolución Nacional y del Estado Plurinacional*. Pieb, La Paz, 2014.

<sup>8</sup> Willial Neuman : « Turnabout in Bolivia as Economy Rises From Instability », in : *The New York Times*, 16/02/2014.

politique du pays<sup>9</sup>. Au même moment, la stabilité économique – que Morales utilise aujourd’hui comme principale raison de voter pour le Mouvement vers le socialisme – marque une sorte de bifurcation au sein du bloc bolivarien entre, d’un côté, la Bolivie et l’Équateur (qui connaît actuellement de graves problèmes à cause du corset de la dollarisation) et le Venezuela, de l’autre. Cela va de pair avec l’affaiblissement général du « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » en faveur de perspectives néodéveloppementistes. La nouvelle étape de postpolarisation en Bolivie a commencé à travers les urnes : en 2014 la deuxième place à l’échelle nationale a été occupée par une option de centre-droit qui a tenté de convaincre les Boliviens que ce que le Mouvement vers le socialisme avait fait de bien serait maintenu et qui n’utilisa pas un discours promouvant la restauration de l’ordre ancien ; il y eut même des candidats d’origine indienne. Un autre effet provoqué par ce nouveau contexte est que deux ex-présidents (Carlos Mesa et Eduardo Rodríguez Veltzé) ont accepté la proposition de Morales de devenir les porte-paroles du procès (pour une question maritime) contre le Chili devant la Cour internationale de justice de La Haye, le premier comme représentant international du point de vue bolivien et le second comme ambassadeur en Hollande et médiateur du procès.

161

Qui plus est, dans le succès du « modèle Evo » il faut aussi inclure la structure elle-même du Mouvement vers le socialisme, siège d’une alliance entre différents secteurs sociaux, territoriaux, communautaires et ethniques, même si aujourd’hui ce modèle s’est en partie émoussé. Pour de nombreux acteurs sociaux, comme l’a démontré le sociologue Hervé Do Alto, les listes électorales du Mouvement vers le socialisme – mélangeant la participation de la base avec la prise de décision d’en haut – constituent un moyen d’accès à l’État assez efficace et « d’autoreprésentation » politique<sup>10</sup>. C’est, entre autres, pour cette raison que les intellectuels qui décidèrent de « reconduire le processus de changement » – et de récupérer sa dimension épique, ses promesses de ruptures et ses paradis initiaux – n’ont pas réussi à faire avancer leurs objectifs. Le vice-président García Linera a défini ainsi l’étape actuelle, tout en défendant le rôle de l’État et une vision pragmatique :

<sup>9</sup> Fernando Molina, « Elecciones bolivianas, el fin de la polarización », in : *Infolatam*, 27/09/2014.

<sup>10</sup> H. Do Alto, *op. cit.*

« Tant que des initiatives communautaires ne voient pas le jour de la part de la société, nous devons travailler avec ce qui existe et ce qui existe ce sont les entrepreneurs, qui doivent être soutenus, développer leurs activités et générer plus de richesses. Sortez-vous de l'esprit cette idée qu'à un moment le gouvernement va donner le coup de grâce et tout nationaliser. Cela ne se produira pas, cela a échoué et cela n'est pas le socialisme. La nationalisation des moyens de production a conduit à un type de socialisme bâtard et défaillant. Nous ne reproduisons pas cette erreur. Nous ne reproduisons pas l'expérience de la UDP [Unité démocratique et populaire] des années 1980, nous ne reproduisons pas celle de l'URSS. »

Le vice-président a également identifié les tensions du projet depuis une lecture basée sur Antonio Gramsci et Ernesto Laclau :

« Si un projet ne sort pas de son cadre original alors il se transforme en domination et en imposition. S'ouvrir tellement à d'autres secteurs que ceux-ci puissent t'absorber et finir par te dominer représente toujours le risque, c'est pour cela qu'il s'agit là d'une bataille. Si tu associes ton adversaire à ton projet universel, ce dernier cesse de se retrancher dans son fief et il ne pourra pas produire de contre-pouvoir. Mais le risque c'est d'avoir un adversaire assez habile et intelligent pour que, depuis l'intérieur même de ton projet, il transforme ses propres objectifs en priorité au sein du plan universel. »<sup>11</sup>

La Bolivie a sans aucun doute avancé dans le processus de décolonisation, mais pas de la façon qu'avaient anticipée certains intellectuels « radicaux » qui conçoivent l'Indien comme l'autre, mais plutôt en terme de métissage *cheje*, tel que l'a appelé la sociologue Silvia Rivera : un métissage de matrice indienne, bigarré et dépourvu des complexes du passé<sup>12</sup>. L'architecture andine d'El Alto, avec des *cholets*, pourrait en être une bonne représentation visuelle<sup>13</sup>. Cette décolonisation passe par deux voies différentes : la mobilité sociale à travers l'accès à l'État ou à travers le marché. Le plus grand accès des enfants des commerçants aymaras aux universités privées de renom, comme l'Université catholique de La Paz, en est un exemple. L'incorporation des commerçants aymaras aux réseaux globaux qui

<sup>11</sup> Pablo Ortiz, « Sáquense el chip de que el Gobierno va a dar el golpe y a estatizar todo », entretien avec Alvaro García Linera, in *El Deber*, 18/11/2014.

<sup>12</sup> S. Rivera, *Chinakax utxiwa. Una reflexión sobre prácticas y discursos descolonizadores*, Tinta Limon, Buenos Aires, 2010.

<sup>13</sup> « Cholet » est une combinaison des mots « chalet » et « cholo » (Indien, métis).

arrivent jusqu'en Chine en est un autre<sup>14</sup>. La décolonisation contient une tension constitutive entre l'intégration et la différence, et dans le mélange entre ces deux pôles se trouve ce qui est *cheje*. La construction du satellite Tupak Katari ou l'impressionnant téléphérique entre El Alto y La Paz sont de grandes œuvres qui synthétisent l'imaginaire du « grand bond en avant » qui est au cœur de la vision qu'a Morales pour son pays, et qui sans aucun doute a beaucoup à voir avec l'illusion développementiste déconnectée du potentiel technique et scientifique réel de la Bolivie. Les idées d'une Bolivie en tant que puissance énergétique ont mené à un triomphalisme excessif (et dont les échos remontent aux années 1950), qui a masqué certains succès réels obtenus dans le domaine des hydrocarbures, alors que des thèmes comme la santé et l'éducation continuaient à attendre d'être traités. La même chose s'est produite avec le satellite, qui a provoqué une agitation exagérée, productive au début mais contre-productive par la suite. La possibilité de franchir le pas vers l'industrialisation, sans avoir un appareil technique et scientifique qui l'accompagne, devient illusoire et linéaire. Le Plan national de développement-programme patriotique 2025 (en référence au bicentenaire de la nation) est trop général. L'insistance du président bolivarien pour que le rallye de Dakar passe en Bolivie – et ce, malgré son intrinsèque colonialisme et ses effets environnementaux – constitue l'un des éléments de tension discursive dans le récit officiel, qui s'est orienté vers le centre-droit. Au même moment, l'emphase sur la macroéconomie et ses chiffres fait obstacle au surgissement de débats plus généraux centrés sur le futur du pays. La Bolivie n'est pas la Corée du Sud : elle n'a ni l'État, ni les élites pour s'engager dans la voie qui la ferait passer de pays agraire à pays industriel, au-delà des jugements qu'on peut porter sur le caractère souhaitable d'un tel modèle.

163

### Et alors, que s'est-il passé ?

La première chose qu'il convient de signaler c'est que le résultat du référendum montre un échiquier politique dans lequel n'importe quel élément aurait pu faire remporter le « Oui » sur le « Non ». En ce sens, il est nécessaire d'éviter la suranalyse dans un contexte où

<sup>14</sup> Nico Tassi, Carmen Medeiros, Antonio Rodríguez-Carmona et Giovanni Ferrufino, « *Hacer plata sin plata. El desborde de los comerciantes populares en Bolivia* », Pieb, La Paz, 2014.

tout aurait pu arriver. Cependant, on peut s'interroger sur la raison de la chute des votes favorables à la position du gouvernement, passant de résultats toujours supérieurs à 60 % à moins de 50 % et, plus généralement, sur l'émoussement « intellectuel et moral » du processus de changement.

Les résultats peuvent être lus comme un désengagement des secteurs que le Mouvement vers le socialisme avait conquis – grâce à son expansion hégémonique –, mais qui étaient loin de faire preuve d'une loyauté électorale absolue : des électeurs des grandes villes et de l'est autonomiste mené par Santa Cruz. Mais il existe également une chute des votes dans deux bastions traditionnels : Potosi, où le vote-sanction s'est imposé dû à l'opinion majoritaire selon laquelle le président n'a pas tenu compte des demandes de la région<sup>15</sup>, et l'emblématique ville d'El Alto, où une mairesse de l'opposition (Soledad Chapeton) a remporté les élections en 2015 et où, quelques jours avant le référendum, lors d'une mobilisation de pères de famille, la mairie fut incendiée, faisant six morts. Des secteurs proches du pouvoir furent accusés d'action directe (des syndicalistes comme Braulio Rocha) ou d'omission (supposée réticence pour envoyer des policiers de la part du gouvernement). Le triomphe de Chapeton, mais aussi la défaite du Mouvement vers le socialisme à la tête de La Paz en 2015 avaient envoyé quelques signaux d'alarme : même si la logique des élections locales est différente de celle des élections nationales, les échecs dans ces deux bastions d'Evo Morales mettaient en lumière des problèmes au sein du Mouvement vers le socialisme. Dans ce contexte, le 21 février, les paysans et les électeurs des villes moyennes sauvèrent le président d'une défaite qui aurait pu être bien plus retentissante.

Au-delà de la sociologie du vote lors du référendum, la campagne a montré une perte de vitesse de la part du gouvernement et un affaiblissement au niveau de la gestion – associé habituellement au style « prétentieux » que de nombreux critiques perçoivent chez les autorités. De plus, il convient de mettre en avant la sensation, partagée par un nombre de plus en plus important de personnes, qu'une « élite bleue », en référence aux couleurs du Mouvement vers le socialisme, s'est consolidée, ce qui entre en contradiction avec le républicanisme populaire, très présent dans la société, et

<sup>15</sup> « Presidente : “Demandas a mí me causan risas, nuestros programas son mucho más avanzados” », in : *La Razón*, 03/08/2015.

qui fonctionne comme un modérateur de la « prorogation » des élites au pouvoir.

D'autre part, les réseaux sociaux ont occupé une place exceptionnelle pendant cette campagne, alors que le gouvernement était incapable de déchiffrer ces nouvelles façons de faire de la politique. C'est à ce niveau qu'une grande partie de l'énergie du « Non » s'est concentrée. Une série de figures – comme les journalistes Amalia Pando ou Carlos Valverde plus polémique, depuis Santa Cruz, qui a fait connaître le « cas Zapata » dont nous reparlerons plus tard – sont venues s'ajouter à une grande quantité d'autorités régionales de l'opposition, permettant ainsi de dynamiser la campagne contre la réforme. La composante « citoyenne » du « Non », aussi bien réelle qu'imaginaire, a été déterminante dans l'interprétation d'un « Oui » « associé au pouvoir » et d'un « Non » « associé à la base », ce qui a inversé l'image historique du Mouvement vers le socialisme comme expression des oubliés de la politique et de la Bolivie profonde et invisible, décidés à « prendre d'assaut le ciel » pendant les élections de 2002, lorsque Morales arriva à une surprenante seconde place. C'est sur les réseaux sociaux que circulèrent sans arrêt des commentaires et des blagues sur la corruption au sein du Fonds indigène (une institution de développement rural), ainsi que sur le cas de Gabriela Zapata, une ex-petite amie du président accusée d'obtenir des contrats de travaux publics pour une entreprise chinoise. Le « Oui » fut donc placé symboliquement du côté du pouvoir et le « Non » de celui du contre-pouvoir ; c'est de là qu'est venu le succès du « Non » dans la lutte des significations de la campagne. C'est pour cette raison qu'après avoir perdu, Morales dit aux paysans : « Maintenant nous allons nous préparer à rester invincibles face à l'empire, à contrôler les réseaux sociaux »<sup>16</sup>.

L'affaire Zapata eut un fort impact sur la campagne car, pour la première fois, un cas supposé de trafic d'influence affecta la figure présidentielle. Il s'agit d'une jeune ex-petite amie (secrète) du président bolivien, dont la relation remonte à 2007, qui en 2013 et sans compétences reconnues devint gérante d'une entreprise chinoise qui conclut des contrats de plusieurs millions avec l'État<sup>17</sup>. Le casse compliqua car Morales nia qu'il avait revu Zapata, mais une

<sup>16</sup> « Morales : Vamos a prepararnos para ser invencibles controlando las redes sociales », in : *Los Tiempos*, 26/02/2016.

<sup>17</sup> M. Galinda, « Para ella la culpa, para él la disculpa », in : *Página 7*, 02/03/2016.

photo la montra aux côtés du président pendant le carnaval d'Oruro de 2014. Et l'histoire continua : le chef d'État reconnu qu'il avait eu un fils avec celle qui était alors sa petite-amie, mais il affirma que le bébé était mort. Après la défaite électorale, Zapata fut arrêtée, accusée d'enrichissement illicite et lors d'un dénouement digne d'une série télévisée, une supposée tante de l'accusée déclara que son enfant était en vie à La Paz. Cet aspect du cas – l'enfant n'est pas apparu depuis mais son certificat de décès non plus – a également alimenté la critique féministe et l'activiste Maria Galinda a écrit : « Evo Morales a eu un enfant qu'il n'a pas vu naître parce qu'il était occupé à jouer au football, à participer à une réunion syndicale ou ministérielle, peu importe. Comme des centaines d'hommes qui ne sont pas là et qui trouvent une excuse, tout comme le président. Son fils est tombé malade et Evo dit qu'il a participé aux frais hospitaliers, mais il ne savait pas ce que ce dernier avait. Il ne l'a pas pris dans ses bras, il ne s'en est pas occupé. Il n'a pas été présent parce qu'il avait autre chose de plus important à faire. On l'a informé que l'enfant était mort, mais il ne l'a pas pleuré, pas enterré, parce que l'enfant lui importait peu. » Mais au-delà de ces critiques, le « Non » a trouvé un argument qui s'est transformé en une arme puissante parce qu'elle reflétait un sentiment généralisé, surtout dans les secteurs urbains : que le mandat d'Evo Morales avait été bénéfique à bien des aspects, mais qu'il ne convenait pas que ce dernier se « perpétue » au pouvoir. L'écrivain Edmundo Paz Soldan, par exemple, a déclaré qu'il voyait la Bolivie de ces dix dernières années « avec une constante croissance économique qui a permis la réduction de la pauvreté extrême, l'expansion de la classe moyenne et une indéniable amélioration des indicateurs de santé et d'éducation ». Il ajoute que « Morales a su gérer l'économie, il a mis en place des politiques nécessaires d'inclusion des groupes marginalisés, et il a consolidé une politique maritime cohérente ; il a également projeté le pays sur la scène internationale ». Selon cet auteur, « dans les aspects négatifs se trouvent la corruption institutionnalisée, le manque d'indépendance du pouvoir judiciaire, le manque de politiques en faveur de la parité, et l'absence d'un véritable plan d'industrialisation qui permette que la Bolivie cesse d'être dépendante de la vente des matières premières ». Et il conclut : « Pour ma part, j'espère seulement que la Bolivie soit à la hauteur et qu'elle montre à tout le continent que, même si elle admire Evo et qu'elle approuve sa gestion, elle fait davantage confiance à ses institutions et à la démocratie qui freine les tentations qu'éprouvent les leaders

à rester pour toujours au pouvoir<sup>18</sup>. Dans ce raisonnement apparaît la plupart du ressenti qui a alimenté le vote en faveur du « Non » ; un ressenti plus difficile à neutraliser par le gouvernement, avec ses informations économiques et ses *Power Points* du vice-président exhibant les chiffres de la croissance. »

Mais la perte de la magie a aussi ressuscité d'autres démons. L'incendie de la mairie d'El Alto a montré que les répertoires d'actions collectives radicales qui en 2003 amorcèrent la guerre du gaz peuvent être, dans d'autres contextes, des formes de violence qui font obstacle au fonctionnement normal des institutions et qui provoquent des morts. Tout cela génère un fort rejet de la part des « majorités silencieuses » vis-à-vis des mouvements sociaux associés à des instances corporatives, voire même à des pratiques mafieuses. C'est ce qui s'est passé avec le cacique syndical de Los Altos, Braulio Rocha, qui avait dit à Chapeton qu'il serait « son pire cauchemar » et qui a été arrêté après l'incendie.

### Nouveau contexte

Morales a toujours cru qu'il était proche des paysans, que ces derniers ne l'abandonneraient jamais, alors que le soutien dont peut faire preuve le milieu urbain est toujours distant, peu loyal et volatile. C'est là que résident la force et la faiblesse du projet d'Evo pendant dix ans ; paradoxalement, ce dernier a toujours misé sur une matrice paysanne, alors que le pays était de plus en plus urbain. Ce n'est pas par hasard, alors que les résultats ne le favorisaient pas, que le président, encore en plein décompte des votes, a rappelé les attaques que, comme candidat paysan, il avait subies en 2005, quand on l'accusait d'être un trafiquant de drogue. Ce fut une sorte de refuge pour l'Evo dont la dimension « paysanne » a été effacée par l'exercice du pouvoir ; un retour aux origines et à l'environnement dans lequel il se sent le plus à l'aise, celui du « pacte de sang » ethnico-culturel. Mais si le Mouvement vers le socialisme veut renouer avec des Boliviens désenchantés, le repli peut être un piège qui élimine la possibilité de récupérer des votes, dans des conditions plus difficiles que par le passé (et à la défaite peuvent s'ajouter dans l'avenir proche des restrictions économiques, dans

---

<sup>18</sup> Constanza Cruz D., « Edmundo Paz Soldán : "Evo Morales tiene muchas características de caudillos de siglos pasados" », in : *La Tercera*, 20/02/2016.

une configuration économique aussi et, voire même, plus extractive que celle que trouva Morales lorsqu'il arriva au pouvoir et qu'il nationalisa le gaz). D'autre part, le résultat du référendum a remis à l'ordre du jour l'image des « deux Bolivies » : andine/orientale, urbaine/rurale, dans un processus de polarisation électorale qu'il semble difficile de dissiper.

Les vents qui soufflent sur la région n'aident pas le gouvernement. Il faudra voir si le « Non » marque le début de la montée en puissance des nouvelles droites qui aujourd'hui contrôlent des localités mais qui n'ont pas encore de visages, de récits ni de visions d'envergure nationale, et si l'opposition arrive à se détacher des tendances racistes auxquelles adhèrent une partie de ses sympathisants ; si l'impossibilité d'une nouvelle posture du grand leader du Mouvement vers le socialisme entraîne la fin d'un cycle ; si le gouvernement récupère ses réflexes et se remet de son affaiblissement politico-moral. Tous les acteurs auront presque quatre ans pour livrer bataille dans ce nouveau contexte. Un nouveau contexte dans lequel les démons du passé côtoient les problèmes du présent et l'incertitude du futur, mais dans lequel ni la Bolivie ni les Boliviens ne sont les mêmes qu'il y a dix ans. Dans ce nouveau contexte, tous les scénarios sont encore envisageables.

*Traduction de l'espagnol : Caroline Cunill*

#### **Résumé :**

La défaite électorale, le 21 février dernier, du projet de réforme constitutionnelle a transformé l'échiquier politique bolivien. Evo Morales, qui a exercé comme président-symbole d'une Bolivie nouvelle pendant dix ans, ne pourra pas se représenter en 2019 et son parti devra chercher un autre candidat, situation inédite. La défaite, concédée avec une marge très faible, plonge ses racines dans l'émoussement « intellectuel et moral » du processus de changement bolivien, dû en partie au passage du temps, mais aussi à la façon d'exercer le pouvoir qui a provoqué un certain rejet, en particulier chez les électeurs des grandes villes.